



La Commune



La bête blessée



On dit que la bête blessée est plus dangereuse que jamais, dans sa tentative désespérée de vivre. Cela semble assez bien coller à ce gouvernement, isolé, discrédité, sans la moindre assise populaire, empêtré dans les scandales de toute sorte, comme tout régime en bout de course où le moindre événement prend des proportions dramatiques ou tragico-comiques.

Mais effectivement, la bête aux abois veut encore nuire, jusqu'au bout. C'est le cas avec le rapport Pisani-Enderlein, commandé par les deux ministres de l'économie, l'allemand Sigmar Gabriel et son homologue français Macron, bien connu désormais pour son appréciation pleine de mépris des ouvrières du volailler Gad, ces « illettrées ».

Ce rapport est une attaque en règle contre les deux classes ouvrières, allemande et française.

Il préconise une réforme de fond en comble du marché du travail en remettant sur la table la fameuse « flexisécurité », qui combinerait selon ces grands experts la flexibilité pour l'employeur et la « sécurité de parcours pour l'employé ». On ne sait pas pourquoi, sans doute notre mauvaise foi, mais il est fort à parier que c'est surtout le premier terme qui est à retenir. Les entreprises pourront négocier, entreprise par entreprise, le temps de travail et les salaires. Diviser les salariés boîte par boîte, exercer le chantage à la fermeture en échange de « négociation » sur les salaires et le temps de travail, la ficelle est grosse mais la menace est bien réelle.

Dans le même ordre d'idée, il faut « rendre les coûts et les délais de licenciement plus prévisibles », traduisons : plus rapides et sans contrainte.

A cela s'ajoute la préconisation d'une nouvelle réforme de l'assurance chômage, une de plus, afin de réduire encore plus les droits des salariés. D'ailleurs, explique ce rapport, il faut en terminer avec cette situation où les « employés qualifiés ont tendance à consommer leurs droits à indemnisation avant de se mettre vraiment à la recherche d'un travail ». Fâcheuse tendance en effet !

En outre, et pour aboutir à l'application de toute cette offensive, les accords de branche pourraient primer les dispositions légales « y compris lorsque ces accords ne sont pas bénéfiques pour les employés ». Ben voyons, exit les Conventions collectives et les dispositions générales du Code du travail !. Terminons avec cette perle :

"Dans une situation où les entreprises du secteur exposé à la concurrence internationale ont vu leur rentabilité baisser, le signal fort devrait être donné que des mesures sont prises pour éviter que les salaires réels n'augmentent à un rythme plus rapide que celui de la productivité du travail."

En clair et en d'autres termes, il s'agit de bloquer les salaires, ni plus ni moins. Sans doute, rien de bien nouveau sous le soleil de l'offensive du Capital mais la volonté affichée d'aller toujours plus loin, toujours plus vite est manifeste.

La bête blessée peut donc encore faire mal. Le problème de fond est, encore et toujours le fait que, face à ces attaques d'un gouvernement pourtant faible et isolé, les directions syndicales sont arc-boutées pour empêcher le surgissement des salariés et des chômeurs en défense de leurs revendications vitales. Et il ne s'agit pas comme prétendent certains naïfs de problème de « convergence des luttes », comme s'il s'agissait d'un problème technique et de mauvaise organisation de la riposte de la part de ces pauvres directions syndicales mal préparées ! Il s'agit bien au contraire de briser par tous les moyens ce dispositif contre-révolutionnaire des appareils bureaucratiques et d'aider la classe ouvrière à réussir le débordement de tous ces obstacles. Il faut donc commencer à dire la vérité aux travailleurs, à chaque pas. Et les accompagner dans cette voie. De quoi s'agit-il désormais ? Comme disaient nos aînés, « Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de **REVENDICATIONS TRANSITOIRES**, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Pedro Carrasquedo, 29 novembre 2014

Modifié le mardi 02 décembre 2014

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
